

<https://ricochets.cc/Ce-qu-il-peut-rester-du-mouvement-des-Gilets-jaunes.html>



Ce qu'il peut rester du mouvement des Gilets jaunes

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 26 juin 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Nous avons dit en mars que le mouvement était sur sa ligne de crête. Qu'en est-il aujourd'hui que le nombre de manifestants, et des présents aux AG, décline, que la reprise des ronds-points ne s'effectue pas ? Comment continuer à dire : « On ne lâchera rien » sans être dans le déni de l'affaiblissement du mouvement ? C'est pour toutes ces raisons qu'il nous paraît bon d'évoquer une question simple : que peut-il rester d'un mouvement comme celui-ci ? Question qui exige de quitter le court terme sur ce que l'on peut encore faire ici et maintenant, sans se projeter dans un illusoire « cela va reprendre à la rentrée avec les nouvelles mesures Macron en préparation qui ne feront qu'aggraver la situation ».

- Lire [l'article complet](#) « Ce qu'il peut rester du mouvement des Gilets jaunes » sur lundi.am



Extraits :

En cela le soulèvement des Gilets jaunes n'est pas un mouvement social au sens où l'on l'entend depuis les années 1980 ; années à partir desquelles il devient difficile de parler en termes de lutte des classes. En effet, le soulèvement des Gilets jaunes n'est pas le fruit d'une opposition entre des intérêts catégoriels et l'État médié par les partenaires sociaux ; conflit dans lequel les syndicats étaient à la fois les défenseurs de ces intérêts et les cogestionnaires du compromis politique entre les classes au sein de l'État-providence. Là, avec le mouvement des Gilets jaunes, nous avons affaire à un affrontement direct entre une fraction de la population et l'État parce que la première ne tolère plus de médiations et parce que le second a tout fait pour les affaiblir. D'où la violence de la confrontation et un mouvement soudain qui va très rapidement atteindre une très grande vitesse.

Or comme on le dit dans le langage courant, le train qui passe ne repassera pas et là, au bout de six mois, force est de constater que pas grand monde n'est monté dedans, même si certains ont tâté du marchepied. Le moment décisif a été celui de décembre. Celui où le mouvement a connu sa plus grande force (entre le 1^{er} et le 8 décembre) et aussi sa plus grande répression de rue parachevée par la destruction des baraques et tentes de ronds-points dès le début janvier, l'écrasement du mouvement lycéen, dont la pâle suite a été le mouvement Youth for climate, signe de la reprise en main par la coalition de tous les pouvoirs qui l'ont si ce n'est promu, au moins soutenue.

Un signe de cette tendance à vouloir perdurer « et donc à prendre d'autres formes » apparaît bien dans le fait de positions aujourd'hui affirmées, qui passent subrepticement du « Tous Gilets jaunes » de 2018 au « Tous ensemble » de 1995. Pour celles-ci, ce serait une façon de répondre à l'isolement du mouvement et à l'échec patent de la « convergence ». Un échec à double ressort, celui de luttes trop embryonnaires pour ne pas être englobées dans un mouvement des Gilets jaunes (cf. l'exemple des « stylos rouges » de l'enseignement) ; celui de militants et grévistes qui n'ont aucune envie d'être assimilés aux Gilets jaunes (l'exemple des Blouses blanches). Il faut bien voir que

quelque soit leur niveau de radicalité, ces luttes restent catégorielles et définies par des statuts en danger ou des conditions de travail qui se détériorent, alors que le propre des Gilets jaunes a été de laisser tout ça à la porte du mouvement en se reportant sur les conditions de vie en général qui sont celles où lui expose à la figure sa condition de dominé et non sur des conditions particulières de son exploitation sur un lieu de travail. Ce positionnement différent par rapport au pouvoir et aux dominants a entraîné une difficulté intrinsèque pour un rapprochement des luttes. Difficulté quasi objective à laquelle est venue se surajouter une difficulté subjective du fait de l'évaluation souvent défavorable de la nature du mouvement des Gilets jaunes de la part des autres forces sociales. Un mouvement qui ne serait pas politiquement correct, un mouvement qui serait incontrôlable parce qu'il refuse toute direction, un mouvement qui, finalement, fait peur à tout le monde (aux pouvoirs en place comme aux fractions protégées du salariat), même si beaucoup voudraient l'instrumentaliser à leur profit.

Le « peuple » n'existe pas. Les Gilets jaunes ne pouvaient donc que rencontrer un mur à partir du moment où il est devenu clair que leur volonté de s'eriger en tant que peuple, se heurtait à la dure réalité qu'ils n'en étaient que sa représentation partielle. Le peuple en acte en quelque sorte, parce que dans l'action il est vite apparu qu'ils n'en étaient, au mieux, que son avant-garde de fait. Toute une réflexion serait à mener sur ce point et sur les impasses que représentent une critique limitée aux 1 % des plus riches, aux élites, aux attaques contre l'oligarchie patrimoniale des Pinault-Arnault et autres banques, alors que dans ce même temps, la mondialisation et la financiarisation attaquent justement les positions oligarchiques pour les rendre plus fluides et flexibles de façon à trouver de nouveaux équilibres entre anciens et nouveaux modes de domination.